

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Infractions, responsabilités,
procédure pénale en droit
du travail et de la sécurité sociale

6^e ÉDITION

Alain Cœuret

Agrégé des Facultés de droit
Avocat à la Cour

Élisabeth Fortis

Agrégée des Facultés de droit
Professeure à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Directrice du Master de droit pénal

François Duquesne

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'Université Paris-Est Créteil

*La première édition de cet ouvrage a reçu le prix Odilon
Barrot 1999 de l'Académie des sciences morales et
politiques.*



© LexisNexis SA
141, rue de Javel – 75015 Paris

Table des matières

Liste des abréviations.....	VII
Introduction.....	1
I. – Place du droit pénal du travail.....	1
II. – Évolution du droit pénal du travail.....	1
III. – Fonctions du droit pénal dans les relations de travail.....	5
IV. – Dépénalisation en droit du travail ?.....	6

PREMIÈRE PARTIE

LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION

Titre 1 : LA PROCÉDURE

Sous-titre 1 : LA CONSTATATION DES INFRACTIONS.....	13
Chapitre 1 : L'AUTEUR DU CONSTAT.....	15
Section 1 : LES FONCTIONNAIRES HABILITÉS.....	15
§ 1. – L'inspecteur du travail, auteur principal du constat.....	15
§ 2. – Les autres fonctionnaires compétents.....	18
A. – La police judiciaire.....	18
B. – Autres fonctionnaires habilités.....	20
Section 2 : LA COMPÉTENCE DES INSPECTEURS DU TRAVAIL.....	21
§ 1. – Compétence géographique ou <i>rationae loci</i>	21
§ 2. – Compétence d'attribution.....	23
A. – Violation des normes internes.....	23
B. – Violation des normes internationales.....	25
Section 3 : LES POUVOIRS DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL.....	26
§ 1. – Le droit de visite.....	26
§ 2. – Le droit d'enquête.....	29
A. – L'aspect classique.....	29
B. – L'aspect original : les prélèvements.....	30
§ 3. – Le droit de communication.....	31
Section 4 : LES ALTERNATIVES AU CONSTAT.....	33
§ 1. – Le choix de l'action pénale.....	33
§ 2. – Les suites non répressives de l'infraction.....	34
A. – Les observations.....	34
B. – La saisine du juge des référés.....	34
C. – La décision d'arrêt de travaux ou d'activité.....	36
Chapitre 2 : LE PROCÈS-VERBAL.....	39
Section 1 : LA MISE EN DEMEURE PRÉALABLE.....	40
§ 1. – Définition et évolution de la mise en demeure.....	41
§ 2. – Domaine actuel de la mise en demeure.....	42
A. – Règles générales.....	42

B. – Cas particuliers.....	43
C. – Limites.....	43
D. – Voies de recours.....	44
Section 2 : CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PROCÈS-VERBAUX.....	45
§ 1. – La constatation des éléments de l'infraction.....	45
A. – La matérialité des faits.....	45
B. – Les données relatives à l'élément moral de l'infraction.....	46
C. – La recherche du responsable.....	47
§ 2. – Le formalisme applicable au procès-verbal.....	48
A. – Règles de principe.....	48
B. – Cas particuliers.....	49
§ 3. – L'information des personnes visées au procès-verbal.....	50
Section 3 : FORCE PROBANTE DES PROCÈS-VERBAUX.....	51
§ 1. – Le principe : les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.....	51
§ 2. – La preuve contraire.....	52
Section 4 : TRANSMISSION, SUIVI DES PROCÈS-VERBAUX ET INFORMATION DES VICTIMES.....	53
§ 1. – Transmission.....	53
§ 2. – Suivi des procès-verbaux.....	55
§ 3. – Information des personnes intéressées par le procès-verbal.....	55
Chapitre 3 : LES ATTEINTES AU CONTRÔLE DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL.....	57
Section 1 : LE DÉLIT D'OBSTACLE AUX FONCTIONS.....	57
§ 1. – Élément matériel du délit d'obstacle aux fonctions.....	57
A. – Amplitude de l'élément matériel.....	58
B. – Limites de l'élément matériel.....	59
§ 2. – Élément moral du délit d'obstacle.....	60
Section 2 : LES AUTRES INFRACTIONS.....	61
§ 1. – Délit d'outrage.....	61
§ 2. – Principales contraventions de non-présentation de documents et registres et de défaut de publicité.....	62
A. – Toutes entreprises.....	62
B. – Entreprises de onze salariés et plus.....	68
C. – Entreprises de vingt salariés et plus.....	69
D. – Entreprises de cinquante salariés et plus.....	69
Chapitre 4 : LES AMENDES ADMINISTRATIVES PRONONCÉES À L'INITIATIVE DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL (ORD. N° 2016-413, 7 AVR. 2016).....	71
Section 1 : DOMAINE.....	71
Section 2 : LA DÉCISION.....	72
§ 1. – Obligations préalables.....	72
§ 2. – Mise en œuvre de la répression.....	73
§ 3. – Prescription et recours.....	73
Section 3 : IDENTIFICATION DU DÉBITEUR DE L'AMENDE.....	73
Chapitre 5 : LA TRANSACTION PÉNALE À L'INITIATIVE DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL (ORD. N° 2016-413, 7 AVR. 2016).....	75
Section 1 : DOMAINE DE LA TRANSACTION.....	75

§ 1. – Délimitation thématique	76
§ 2. – Limite résultant du niveau des peines encourues	76
§ 2. – Limites résultant des retranchements opérés dans les matières a priori ouvertes à la transaction.....	77
Section 2 : CONDITIONS DE LA TRANSACTION.....	77
§ 1. – Une infraction constatée et non encore poursuivie	78
§ 2. – Une proposition encadrée, soumise à homologation judiciaire.....	78
Section 3 : EFFETS DE LA TRANSACTION.....	80
Sous-titre 2 : LES ACTIONS.....	81
Chapitre 1 : LES POURSUITES.....	83
Section 1 : L'EXERCICE DES POURSUITES : CADRE GÉNÉRAL	83
§ 1. – La prescription des actions.....	84
A. – Délais.....	84
B. – Point de départ du délai.....	84
C. – Écoulement du délai.....	85
§ 2. – L'action publique.....	86
A. – Opportunité des poursuites.....	86
B. – Liens avec l'action civile.....	87
C. – Alternatives aux poursuites et nouvelles formes de poursuites.....	88
D. – Transaction pénale.....	89
1° Transaction pénale sur autorisation du procureur de la République.....	89
2° Transaction pénale sous l'égide du Défenseur des droits.....	90
§ 3. – Le déroulement de la procédure « classique ».....	92
A. – Les principales étapes de la procédure.....	92
1° En matière délictuelle.....	92
2° En matière contraventionnelle.....	92
B. – L'influence de mesures contraignantes sur l'exercice de l'activité professionnelle : le contrôle judiciaire et l'incarcération.....	93
1° Le contrôle judiciaire.....	93
2° L'incarcération du salarié.....	94
a) La détention provisoire.....	94
b) Incarcération après condamnation pénale définitive.....	96
C. – Les preuves.....	96
1° L'obtention de la preuve constitutive d'une infraction pénale.....	97
a) Les atteintes aux biens.....	97
b) Les atteintes aux personnes.....	99
1) Les atteintes à la vie privée.....	99
2) Violation de correspondances.....	101
2° Recevabilité ou irrecevabilité des preuves obtenues par un moyen illicite.....	102
a) Position de la Chambre sociale de la Cour de cassation.....	102
b) Position de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.....	107
Section 2 : PROCÉDURE PÉNALE ET AUTRES PROCÉDURES.....	108
§ 1. – Procédure pénale et procédure disciplinaire.....	108
A. – Position du problème.....	108
1° Infraction pénale, vie personnelle et vie professionnelle.....	109
2° Hiérarchie des fautes pénale et sociale.....	111
3° Exigence de cohérence.....	111

B. – Interruption de la prescription disciplinaire par des poursuites pénales.....	111
C. – La prise de sanction disciplinaire en cours de procédure pénale.....	113
§ 2. – Procédure pénale et instance prud'homale.....	114
A. – « Le criminel tient le civil en l'état ».....	115
B. – Le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil.....	118
1° Conditions de mise en œuvre du principe.....	118
a) <i>Nature des décisions répressives permettant la mise en œuvre du principe</i>	118
b) <i>Contenu des décisions répressives</i>	120
c) <i>Motivation des décisions répressives</i>	120
2° Mise en œuvre du principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil	
par le juge prud'homal.....	121
a) <i>Le licenciement</i>	122
1) Principes.....	122
2) Aménagements.....	123
3) Élimination du principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil.....	125
b) <i>La faute inexcusable</i>	125
1) Définitions.....	125
2) Incidences du principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil.....	127
c) <i>L'autorité de la chose jugée à l'égard de la personne morale</i>	129
Section 3 : RESPONSABILITÉ PÉNALE ET RESPONSABILITÉ CIVILE.....	130
§ 1. – Responsabilité pénale et responsabilité civile de l'employeur pour son fait personnel.....	130
§ 2. – Responsabilité civile de l'employeur du fait pénal du préposé.....	131
A. – L'article L. 4741-7 du Code du travail.....	131
B. – La responsabilité civile fondée sur l'article 1384, alinéa 5, du Code civil (recod. art. 1242, al. 5)...	132
1° Conditions de mise en œuvre de l'article 1384, alinéa 5, du Code civil	
(recod. art. 1242, al. 5).....	132
2° Application de l'article 1384, alinéa 5 (recod. art. 1242, al. 5), du Code civil	
par la Chambre criminelle.....	133
3° Rôle de l'assurance.....	135
§ 3. – Responsabilité civile du préposé pour son propre fait pénal.....	136
A. – Responsabilité civile du préposé envers l'employeur.....	136
1° Faute lourde et responsabilité contractuelle du préposé.....	136
2° Action civile de l'employeur issue de l'infraction pénale du préposé.....	136
B. – Responsabilité civile du préposé à l'égard des tiers.....	137
Chapitre 2 : LES ACTIONS CIVILES.....	139
Section 1 : L'ACTION CIVILE DE LA VICTIME DIRECTE : L'APPLICATION DES ARTICLES 2 ET 3	
DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE AU DROIT DU TRAVAIL.....	140
§ 1. – La double finalité de l'action civile.....	140
§ 2. – Les préjudices personnels et directs.....	143
A. – Préjudice personnel.....	143
1° Les proches de la victime d'un accident du travail.....	144
2° Les personnes concernées par le non-respect des règles relatives aux institutions	
représentatives du personnel.....	144
B. – Préjudice direct.....	145
Section 2 : L'ACTION CIVILE DES GROUPEMENTS.....	147
§ 1. – Les actions appartenant aux syndicats.....	148
A. – L'action générale des syndicats.....	148

1° Intérêt collectif de la profession	149
2° Fondement des poursuites	151
3° Syndicat d'employeurs/syndicat de salariés	152
B. – Les actions syndicales de substitution	153
1° Infractions concernées	153
2° Mise en œuvre de l'action	154
3° Relations entre l'action syndicale générale et les actions de substitution	154
§ 2. – L'action des associations	155
§ 3. – L'action des institutions représentatives	157
§ 4. – L'action des ordres professionnels	158

Titre 2 : LA RESPONSABILITÉ

Sous-titre 1 : LES PERSONNES PHYSIQUES	163
Chapitre 1 : RESPONSABILITÉ PÉNALE DE PRINCIPE DU CHEF D'ENTREPRISE	165
Section 1 : DÉTERMINATION DU CHEF D'ENTREPRISE RESPONSABLE	166
§ 1. – Attribution de la qualité de chef d'entreprise responsable	166
A. – Dirigeants de droit	166
B. – Dirigeants réels	168
§ 2. – Pluralité d'entreprises et détermination du responsable	170
A. – Travail en commun	171
1° Coopération sur un site unique	171
2° Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	172
B. – Travail temporaire	173
C. – Requalification du lien contractuel en cas de pluralité d'entreprises	174
Section 2 : LE RÉGIME DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DU CHEF D'ENTREPRISE	174
§ 1. – Explications traditionnelles	175
A. – La jurisprudence	175
B. – La doctrine	176
§ 2. – Le renouvellement de l'analyse : la faute dans l'exercice du pouvoir	177
A. – L'affirmation de la faute personnelle par la jurisprudence	177
B. – L'exclusion des infractions intentionnelles	178
C. – L'affirmation de la faute personnelle par la loi	179
1° La loi du 6 décembre 1976	179
2° Les incidences des lois du 13 mai 1996 et 10 juillet 2000	182
Section 3 : LES CAUSES D'IRRESPONSABILITÉ PÉNALE	183
§ 1. – La contrainte	183
§ 2. – Consentement de la victime	184
§ 3. – L'ordre ou la permission de la loi ou du règlement. Le commandement de l'autorité légitime	185
§ 4. – L'erreur sur le droit	186
Chapitre 2 : DÉLÉGATION DE POUVOIRS	189
Section 1 : LÉGALITÉ ET OPPORTUNITÉ DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS	190
§ 1. – Quelle légalité ?	190
§ 2. – Opportunité de la délégation	191
Section 2 : DOMAINE DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS	193
§ 1. – Domaine quant aux incriminations	193

A. – Extension du domaine.....	193
B. – Cas particulier du délit d'entrave.....	194
1° Nécessité d'une délégation de pouvoirs avec un contenu véritable.....	194
2° Limites de la délégation de pouvoirs.....	195
§ 2. – Domaine quant aux personnes.....	197
A. – Qualité de la personne investie.....	197
B. – Subdélégation.....	198
1° Investiture du subdélégataire.....	198
2° Obligation de subdéléguer ?.....	199
3° Cascade de subdélégations.....	199
C. – Le coordonnateur.....	200
§ 3. – Domaine quant aux entreprises.....	201
A. – De l'entreprise isolée.....	201
B. – ... à l'entreprise groupée.....	201
Section 3 : CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS.....	203
§ 1. – Conditions relatives à la personne du délégataire.....	204
A. – Compétence.....	204
B. – Autorité.....	205
1° Indépendance minimale.....	205
2° Délégataire unique.....	207
3° Démembrement corrélatif des pouvoirs.....	207
4° Publicité minimale.....	208
C. – Les moyens.....	208
D. – Acceptation du délégataire.....	210
§ 2. – Conditions relatives à l'objet de la délégation.....	210
A. – Objet limité.....	210
B. – Incidence d'un fonctionnement général défectueux.....	211
C. – Durée et stabilité.....	212
D. – Délégation de pouvoirs et transfert d'entreprise.....	213
Section 4 : MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS.....	215
§ 1. – Invocation.....	215
§ 2. – Preuve.....	216
A. – Écrit non nécessaire et non suffisant.....	216
B. – Faisceau d'indices.....	217
§ 3. – Effets de la délégation de pouvoirs.....	219
A. – Effets quant à la responsabilité des personnes physiques.....	219
1° Responsabilité pénale.....	219
2° Responsabilité civile.....	221
B. – Responsabilité pénale des personnes morales.....	222
Sous-titre 2 : LES PERSONNES MORALES.....	223
Chapitre 1 : DOMAINE DE LA RESPONSABILITÉ.....	227
Section 1 : LES GROUPEMENTS PUNISSABLES.....	227
Section 2 : L'IMPACT DE LA GÉNÉRALISATION DE LA RESPONSABILITÉ.....	230
§ 1. – L'hygiène et la sécurité : élimination d'une incohérence.....	231
§ 2. – Les atteintes à la dignité.....	232
Chapitre 2 : CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ.....	235

Section 1 : LES CONDITIONS DE FOND.....	235
§ 1. – Une infraction commise par un organe ou un représentant de la personne morale.....	235
A. – Responsabilité par représentation ou par ricochet : point de départ.....	235
B. – La commission de l'infraction par l'organe ou le représentant.....	236
1° L'exigence d'identification de l'auteur de l'infraction.....	236
2° La notion d'organe et de représentant.....	238
§ 2. – Une infraction commise pour le compte de la personne morale.....	243
Section 2 : LA RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS ENTRE PERSONNES MORALES ET PERSONNES PHYSIQUES.....	244
§ 1. – Cumul des responsabilités et loi du 10 juillet 2000.....	245
§ 2. – Cumul facultatif des responsabilités.....	247
Section 3 : LA PROCÉDURE.....	248
§ 1. – Les règles particulières applicables aux poursuites.....	249
§ 2. – La représentation de la personne morale en cours de procédure et celle des salariés.....	249
§ 3. – Les mesures de contrainte en cours de procédure.....	251
§ 4. – Les citations et les significations des actes de procédure à la personne morale.....	252
Sous-titre 3 : LES RESPONSABLES QUASI PÉNAUX.....	253
Chapitre 1 : L'EMPLOYEUR CONDAMNÉ AU PAIEMENT DE L'AMENDE.....	255
Section 1 : LES AMENDES EN MATIÈRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE.....	255
§ 1. – Le transfert de la charge du paiement des amendes de police de l'article L. 121-1, alinéa 2, du Code de la route.....	255
§ 2. – La responsabilité pécuniaire du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule (C. route, art. L. 121-2 et L. 121-3).....	256
Section 2 : LE TRANSFERT DES AMENDES EN MATIÈRE D'HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (C. TRAV., ART. L. 4741-2).....	258
Chapitre 2 : L'ENTREPRISE CONDAMNÉE À UN PLAN DE SÉCURITÉ.....	261
Section 1 : CONDITIONS D'APPLICATION.....	261
§ 1. – Survenance d'un accident du travail.....	261
§ 2. – Poursuites fondées sur les infractions d'atteintes involontaires à l'intégrité physique de la personne.....	262
§ 3. – Existence de manquements graves ou répétés.....	262
§ 4. – Impossibilité pour la juridiction saisie de retenir dans les liens de la prévention la ou les personnes physiques visées par les poursuites.....	263
Section 2 : DÉFINITION ET EXÉCUTION DE LA MESURE.....	263
§ 1. – Respect des droits de la défense.....	263
§ 2. – Modalités de réalisation.....	264
§ 3. – Contrôle de l'exécution du plan.....	264
Titre 3 : LES PEINES	
Chapitre 1 : LA NATURE DES PEINES.....	269
Section 1 : LES PEINES ENCOURUES PAR LES PERSONNES PHYSIQUES.....	269
Sous-Section 1 : LES PEINES CORRECTIONNELLES.....	269
§ 1. – La liste légale des peines correctionnelles (C. pén., art. 131-3 et s.).....	269
A. – L'emprisonnement.....	269
B. – L'amende.....	270

C. – Le jour-amende.....	270
D. – Le stage de citoyenneté.....	270
E. – Le travail d'intérêt général.....	270
F. – Les peines privatives ou restrictives de droits (C. pén., art. 131-6).....	271
G. – La sanction-réparation.....	271
H. – La contrainte pénale.....	271
§ 2. – Les peines complémentaires correctionnelles.....	271
A. – Les interdictions professionnelles.....	272
B. – Affichage et/ou diffusion de la décision prononcée.....	272
Sous-Section 2 : LES PEINES CONTRAVENTIONNELLES.....	273
§ 1. – La liste légale des peines contraventionnelles.....	273
§ 2. – Les peines complémentaires contraventionnelles.....	274
Section 2 : LES PEINES ENCOURUES PAR LES PERSONNES MORALES.....	274
Sous-Section 1 : LES PEINES CORRECTIONNELLES.....	275
Sous-Section 2 : LES PEINES CONTRAVENTIONNELLES.....	277
Section 3 : CASIER JUDICIAIRE DES PERSONNES MORALES.....	277
Chapitre 2 : LA MESURE DES PEINES.....	279
Section 1 : LA RÉITÉRATION D'INFRACTIONS.....	280
Section 2 : LA RÉCIDIVE.....	280
Section 3 : LE CONCOURS D'INFRACTIONS.....	282
Sous-Section 1 : LE DROIT COMMUN.....	282
Sous-Section 2 : AMÉNAGEMENTS EN DROIT DU TRAVAIL.....	284
§ 1. – Multiplication de la peine d'amende par le nombre de salariés concernés.....	284
§ 2. – Plusieurs infractions commises contre un salarié.....	286
Chapitre 3 : L'INDIVIDUALISATION DE LA PEINE.....	287
Section 1 : AMÉNAGEMENTS DU PRONONCÉ DE LA PEINE : LA DISPENSE DE PEINE ET L'AJOURNEMENT DE PEINE.....	287
Section 2 : AMÉNAGEMENTS DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE.....	288
Sous-Section 1 : SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE : LES SURSIS.....	288
Sous-Section 2 : AMÉNAGEMENTS DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE D'EMPRISONNEMENT.....	289
§ 1. – La semi-liberté.....	289
§ 2. – Le fractionnement de la peine.....	289
§ 3. – Le placement sous surveillance électronique.....	290
Chapitre 4 : LA DISPARITION DE LA PEINE.....	291
Section 1 : LE RELÈVEMENT.....	291
Section 2 : LA RÉHABILITATION.....	292
§ 1. – La réhabilitation légale.....	292
§ 2. – La réhabilitation judiciaire (CPP, art. 785 et s.).....	293
§ 3. – Effets.....	293

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPALES INFRACTIONS

Chapitre préliminaire : LES SOURCES DU DROIT PÉNAL DU TRAVAIL.....	297
Section 1 : LES SOURCES INTERNES DU DROIT PÉNAL DU TRAVAIL.....	297
§ 1. – Les principes généraux régissant les sources.....	297
§ 2. – Application en droit du travail.....	298
A. – Source conventionnelle des infractions.....	298
B. – La rédaction des infractions.....	301
Section 2 : LES SOURCES INTERNATIONALES DU DROIT PÉNAL DU TRAVAIL.....	302
§ 1. – Sources positives.....	302
§ 2. – Sources négatives.....	303

Titre 1 : LES ATTEINTES AUX PERSONNES

Sous-titre 1 : LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ.....	307
Chapitre 1 : LES INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE DU TRAVAIL.....	309
Section 1 : L'ÉLÉMENT LÉGAL.....	309
§ 1. – Les délits.....	310
A. – Le délit prévu à l'article L. 4741-1 du Code du travail.....	310
1° Domaine d'application.....	311
2° Interprétation.....	312
3° Sanctions.....	314
B. – Le renvoi opéré par l'article L. 4741-1 du Code du travail.....	314
C. – Délits particuliers en matière d'opérations de construction.....	315
§ 2. – Les contraventions.....	316
A. – Contraventions en cas de situation dangereuse.....	316
B. – Contravention aux dispositions particulières aux femmes et aux jeunes travailleurs.....	317
C. – Contravention relative au collège interentreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail.....	317
D. – Contravention relative au « document unique » destiné à l'évaluation des risques.....	317
Section 2 : L'ÉLÉMENT MATÉRIEL.....	318
Section 3 : L'ÉLÉMENT MORAL.....	321
Chapitre 2 : LES INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.....	323
Section 1 : ATTEINTES INVOLONTAIRES À LA VIE ET À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE.....	323
§ 1. – Le comportement fautif.....	325
A. – Imprudence pure.....	326
B. – Manquement à une obligation de sécurité ou de prudence définie par la loi ou le règlement.....	329
1° Obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement.....	330
2° Manquement simple ou délibéré.....	332
a) Manquement simple.....	332
b) Violation manifestement délibérée.....	333
C. – La faute caractérisée.....	334
1° Définition.....	334
2° Application.....	335
D. – Appréciation critique.....	337
§ 2. – Le lien de causalité.....	337

- A. – Lien de causalité certain..... 338
- B. – Lien de causalité direct ou indirect..... 338
 - 1° Répartition des responsabilités en fonction du lien de causalité..... 339
 - 2° Pluralité de liens de causalité..... 340
- C. – Incidence d’une faute de la victime..... 340
 - 1° Faute de la victime révélatrice d’une faute du chef d’entreprise..... 340
 - 2° Faute de la victime, cause exclusive de l’accident..... 341
- Section 2 : LE DÉLIT DE RISQUES CAUSÉS À AUTRUI..... 342
- § 1. – Élément matériel de l’infraction..... 342
 - A. – Le règlement..... 342
 - 1° Obligation particulière de sécurité ou de prudence..... 343
 - 2° Élimination des obligations générales du Code du travail..... 343
 - B. – L’exposition à un risque..... 344
 - 1° Causalité virtuelle..... 344
 - 2° Appréciation *in concreto*..... 345
- § 2. – Élément moral de l’infraction..... 346
- Sous-titre 2 : LES ATTEINTES À LA DIGNITÉ..... 349
- Chapitre 1 : LA DISCRIMINATION..... 351
- Section 1 : DISCRIMINATIONS RÉPRIMÉES PAR LE CODE DU TRAVAIL..... 351
- § 1. – Discrimination syndicale..... 352
 - A. – La discrimination syndicale individuelle (C. trav., art. L 2141-5)..... 352
 - 1° Élément moral..... 353
 - 2° Élément matériel..... 354
 - a) Diversité des éléments matériels..... 354
 - b) Cas particulier : le ralentissement de carrière..... 355
 - B. – Discrimination syndicale collective (C. trav., art. L 2141-7)..... 357
- § 2. – Discriminations sexistes..... 358
 - A. – Éléments constitutifs des infractions..... 358
 - B. – Mise en œuvre des sanctions..... 360
- Section 2 : DISCRIMINATIONS RÉPRIMÉES PAR LE CODE PÉNAL..... 361
- § 1. – Définition de l’infraction..... 361
 - A. – Évolution de la liste des motifs discriminatoires..... 362
 - B. – « Justifications » de la discrimination..... 363
- § 2. – Application..... 364
 - A. – Offre d’emploi et refus d’embauche discriminatoires (C. pén., art. 225-2, 3° et 5°)..... 364
 - B. – Sanction discriminatoire (C. pén., art. 225-2, 3°)..... 366
 - C. – Licenciement discriminatoire (C. pén., art. 225-2, 3°)..... 366
 - D. – De la discrimination consécutive au harcèlement..... 366
- Section 3 : RÉPRESSION..... 367
- § 1. – Constatation des discriminations..... 367
- § 2. – Poursuites..... 367
 - A. – Action publique..... 367
 - B. – Action civile des associations..... 368
- § 3. – Administration de la preuve..... 368
- § 4. – Personnes responsables..... 369
 - A. – Personnes physiques..... 369

B. – Personnes morales.....	370
§ 5. – Conflits de qualification.....	370
§ 6. – Articulation entre les deux codes.....	371
Chapitre 2 : DÉLITS DE CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HÉBERGEMENT CONTRAIRES	
À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE.....	373
Section 1 : VULNÉRABILITÉ OU ÉTAT DE DÉPENDANCE.....	374
§ 1. – Présomption.....	375
§ 2. – Interprétation des éléments constitutifs.....	375
A. – La vulnérabilité ou l'état de dépendance (C. pén., art. 225-13 et 225-14).....	375
B. – L'incompatibilité avec la dignité humaine (C. pén., art. 225-14).....	376
Section 2 : MISE EN ŒUVRE DE LA RÉPRESSION.....	378
§ 1. – Prescription.....	378
§ 2. – Cumul d'infractions.....	378
Chapitre 3 : LE HARCÈLEMENT.....	381
Section 1 : LE HARCÈLEMENT SEXUEL.....	381
§ 1. – Auteurs et victimes.....	383
A. – Les auteurs.....	383
1° L'auteur des faits de harcèlement sexuel dans le Code pénal.....	383
2° L'auteur des mesures de rétorsion dans le Code du travail.....	384
B. – Les victimes.....	384
1° La victime des faits de harcèlement dans le Code pénal.....	384
2° La victime des mesures de rétorsion dans le Code du travail.....	385
§ 2. – Agissements punissables.....	385
A. – Le harcèlement proprement dit réprimé par le Code pénal.....	385
1° Les actes répétés et imposés : art. 222-33, I.....	385
2° Le harcèlement par assimilation : art. 222-33, II.....	388
B. – Les mesures de rétorsion du Code du travail.....	389
Section 2 : LE HARCÈLEMENT MORAL.....	390
§ 1. – Un régime répressif commun avec le harcèlement sexuel.....	391
A. – L'articulation entre le Code pénal et le Code du travail.....	391
B. – L'uniformisation des sanctions.....	392
§ 2. – Éléments matériels du harcèlement moral.....	392
A. – Complexité de l'infraction.....	393
1° Des actes répétés.....	393
2° Les finalités des actes.....	394
B. – Catégories de harcèlement.....	395
1° Gravité des actes.....	395
2° Harcèlement isolé ou institutionnel.....	396
§ 3. – Élément moral.....	396
Section 3 : CONFLITS ET CUMUL DE QUALIFICATIONS.....	398
§ 1. – Conflits de qualifications.....	398
§ 2. – Cumul de qualifications.....	399
Section 4 : ACTIONS CIVILES.....	400
§ 1. – Les victimes.....	400
§ 2. – Les associations.....	400
§ 3. – Les syndicats.....	401

Titre 2 : LES INFRACTIONS RELATIVES AUX ACTIONS COLLECTIVES

Chapitre 1 : LES DÉLITS D'ENTRAVE AUX INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DES SALARIÉS
DANS L'ENTREPRISE ET LE GROUPE D'ENTREPRISES..... 405

Section 1 : L'ÉLÉMENT LÉGAL..... 406

§ 1. – Une infraction élatée..... 406

 A. – La multiplication des textes porteurs de l'incrimination..... 406

 B. – L'adaptation de la sanction aux situations de l'entrave..... 408

§ 2. – Les limites du champ infractionnel..... 410

 A. – La violation des accords collectifs et des usages..... 411

 B. – La distinction de l'entrave et de la discrimination..... 413

 C. – Le conflit de qualifications..... 414

Section 2 : L'ÉLÉMENT MATÉRIEL..... 415

§ 1. – Panorama des entraves..... 415

 A. – Les entraves directes..... 416

 1° Mise en place des institutions représentatives..... 416

 a) Organisation des élections et création d'institutions syndicales..... 416

 b) Effets des restructurations..... 416

 2° Fonctionnement des institutions représentatives..... 417

 a) Organisation du fonctionnement..... 417

 b) Attributions..... 418

 c) Grève..... 424

 B. – Les entraves indirectes..... 424

§ 2. – Les caractères propres de l'élément matériel..... 428

 A. – Caractère instantané du délit..... 428

 B. – Caractère formel du délit..... 429

§ 3. – Entrave dans l'ordre international..... 431

 A. – Situations générales..... 431

 B. – Le comité d'entreprise européen..... 433

Section 3 : L'ÉLÉMENT MORAL..... 434

§ 1. – L'intention..... 435

 A. – Définition..... 435

 B. – Imputation de la responsabilité..... 436

§ 2. – Causes d'irresponsabilité..... 440

 A. – Application limitée des causes d'irresponsabilité..... 440

 B. – L'erreur..... 440

 1° Erreur de droit..... 440

 2° Erreur de fait..... 441

 C. – La contrainte..... 442

Chapitre 2 : LES INFRACTIONS LIÉES À LA GRÈVE..... 443

Section 1 : LE DÉLIT D'ENTRAVE À LA LIBERTÉ DU TRAVAIL..... 444

§ 1. – Éléments constitutifs du délit..... 444

 A. – L'élément matériel..... 444

 B. – L'élément moral..... 446

§ 2. – Répression du délit..... 447

 A. – Les pénalités..... 447

 B. – L'action civile..... 448

Section 2 : LES AUTRES DÉLITS PUNISSABLES EN TEMPS DE GRÈVE	449
§ 1. – Les atteintes aux personnes	450
A. – L'enlèvement et la séquestration	450
1° Éléments constitutifs du délit	450
2° Identification du responsable du délit	452
3° Répression du délit	452
4° Action civile	453
B. – Les violences et les menaces	453
C. – La violation de domicile	455
§ 2. – Les atteintes aux biens et à l'environnement	456
A. – Les atteintes au matériel	456
B. – Les atteintes à l'immatériel	457
C. – Les atteintes à l'environnement	458
Titre 3 : LE TRAVAIL ILLÉGAL	
Chapitre 1 : LES INFRACTIONS LIÉES À L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE	463
Section 1 : L'EMPLOI IRRÉGULIER D'ÉTRANGERS EN FRANCE	463
§ 1. – L'entrée et le séjour irréguliers en France	465
A. – Le délit d'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'étrangers en France	465
B. – Non-respect des règles d'introduction en France d'un travailleur étranger	467
§ 2. – L'absence ou l'insuffisance de documents autorisant le séjour et le travail	468
§ 3. – Le recours aux services d'un employeur d'un étranger sans titre	472
Section 2 : LE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE	472
§ 1. – Application des infractions relatives au non-respect des formalités	474
A. – Application limitée des infractions sur les conditions d'entrée et de séjour sur le territoire	474
B. – Les manquements aux obligations déclaratives exigées par le détachement	475
1° Les obligations déclaratives	475
2° La désignation d'un représentant de l'entreprise sur le territoire national : art. L. 1262-2-1, II)	476
3° La présentation des documents : art. L. 1263-7	476
4° La vérification des obligations déclaratives : art. L. 1262-4-1	476
5° Amendes administratives : art. L. 1264-3	476
§ 2. – Application des infractions relatives aux règles de fond	477
A. – Les conditions du détachement pour l'entreprise étrangère	477
1° Les activités relevant de la gestion interne ou administrative	478
2° L'activité habituelle, stable et continue	478
B. – Les obligations de fond	479
§ 3. – Difficultés et solutions	481
A. – L'identification du responsable de l'infraction	482
B. – Responsabilité du donneur d'ordre ou du maître de l'ouvrage	482
1° Obligations de vigilance du maître d'ouvrage ou du donneur d'ordre	482
2° Solidarité financière	482
C. – Difficultés de contrôle	483
D. – Difficultés de mise en œuvre des sanctions	483
Chapitre 2 : LA FOURNITURE ILLICITE DE MAIN-D'ŒUVRE	485
Section 1 : LE MARCHANDAGE (C. TRAV., ART. L. 8231-1)	487
§ 1. – Cadre général	487

- § 2. – Effets illicites de l’opération à but lucratif..... 489
- § 3. – Main-d’œuvre étrangère..... 490
- Section 2 : LE PRÊT ILLICITE DE MAIN-D’ŒUVRE (C. TRAV, ART. L. 8241-1, AL. 1^{er})..... 492
- § 1. – Éléments constitutifs de l’infraction de prêt illicite de main-d’œuvre à but lucratif..... 494
 - A. – Prêt exclusif de salarié..... 494
 - B. – But lucratif..... 494
- § 2. – Analyse des critères consacrés par la jurisprudence..... 497
 - A. – Définition des prestations..... 497
 - B. – Les critères retenus..... 498
 - 1° La nature de la prestation fournie..... 498
 - 2° L’encadrement des salariés..... 500
 - 3° Le mode de rémunération..... 500
- Chapitre 3 : LE TRAVAIL DISSIMULÉ ET LE CUMUL D’EMPLOIS..... 503
- Section 1 : TROIS DÉLITS LIÉS AU TRAVAIL DISSIMULÉ (C. TRAV, ART. L. 8221-1)..... 506
- Sous-Section 1 : ÉLÉMENTS MATÉRIELS DES DÉLITS..... 506
- § 1. – La dissimulation d’activité (C. trav, art. L. 8221-3)..... 506
 - A. – Nature de l’activité..... 506
 - 1° Activités visées (C. trav, art. L. 8221-3)..... 506
 - 2° Activités exclues..... 507
 - 3° Activités à but lucratif..... 507
 - B. – Notion de dissimulation..... 507
- § 2. – La dissimulation d’emploi salarié..... 509
 - A. – Inobservation d’une formalité (C. trav, art. L. 8221-5)..... 509
 - B. – Requalification possible de la relation professionnelle : dissimulation « indirecte »..... 511
 - C. – Infractions alternatives ou cumulatives..... 513
- § 3. – Recours au travail dissimulé..... 514
- Sous-Section 2 : ÉLÉMENT MORAL DES DÉLITS..... 515
- § 1. – Dissimulation intentionnelle d’activité ou de salariés..... 516
- § 2. – Recours intentionnel au travail dissimulé..... 517
- Section 2 : RÉPRESSION DES INFRACTIONS..... 518
- § 1. – Les personnes responsables..... 518
- § 2. – L’élargissement des possibilités de contrôle..... 519
- § 3. – L’aggravation et la multiplication des sanctions pénales et autres pénalités..... 521
 - A. – Les sanctions pénales..... 521
 - 1° Les personnes physiques..... 521
 - 2° Les personnes morales..... 522
 - B. – Les mesures sociales et administratives..... 523
 - 1° Les sanctions administratives..... 523
 - 2° Solidarité financière..... 524
 - 3° Redressement et remboursement sur le fondement du Code de la sécurité sociale..... 525
 - 4° Indemnité forfaitaire pour le salarié dissimulé..... 526
- Chapitre 4 : LES FRAUDES SOCIALES..... 529
- Section 1 : LES INFRACTIONS DE DROIT COMMUN : LES FAUX ET L’ESCROQUERIE..... 530
- § 1. – Les faux..... 531
 - A. – Le faux de droit commun..... 531
 - 1° L’altération de la vérité..... 531

2° Le préjudice.....	532
B. – L'obtention induite d'un document ou d'une prestation.....	532
1° La délivrance induite d'un document administratif.....	533
2° L'obtention induite d'une prestation.....	533
§ 2. – L'escroquerie.....	533
A. – La fausse qualité.....	534
B. – Les manœuvres frauduleuses.....	535
Section 2 : LES FRAUDES SANCTIONNÉES PAR LE CODE DU TRAVAIL.....	536
§ 1. – La fraude aux actions de reclassement et de reconversion professionnelle.....	536
§ 2. – La fraude aux allocations d'aide aux travailleurs privés d'emploi.....	537
A. – Les déclarations mensongères.....	537
B. – Les allocations dues.....	538
Titre 4 : LE CONTRAT DE TRAVAIL	
Chapitre 1 : FORMATION DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL.....	543
Section 1 : INFRACTIONS RELATIVES AU TRAVAIL TEMPORAIRE.....	543
§ 1. – Les infractions de l'entrepreneur de travail temporaire.....	545
A. – Les délits.....	545
1° L'absence d'exclusivité de l'entreprise de travail temporaire.....	545
2° Les délits liés à la mise à disposition.....	546
B. – Les contraventions.....	547
§ 2. – Les infractions de l'utilisateur.....	548
A. – Les délits.....	548
B. – La contravention.....	549
§ 3. – Le cumul d'infractions.....	549
Section 2 : LES INFRACTIONS RELATIVES AUX CONTRATS DE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE.....	550
Section 3 : LES INFRACTIONS RELATIVES AU CONTRAT DE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL.....	552
Chapitre 2 : LE TEMPS DE TRAVAIL.....	555
Section 1 : LA DURÉE DU TRAVAIL.....	555
§ 1. – Règles générales.....	555
§ 2. – L'influence du droit communautaire : la durée du travail des chauffeurs routiers.....	558
A. – Les textes.....	559
B. – La preuve.....	561
Section 2 : LE REPOS.....	562
§ 1. – Le repos dominical.....	563
A. – Le principe.....	564
B. – Les dérogations.....	564
1° Dérogations permanentes de droit.....	564
2° Dérogations conventionnelles.....	565
3° Dérogations sur autorisation préfectorale.....	565
a) Dérogations individuelles.....	565
b) Dérogations sur un fondement géographique.....	565
4° Dérogations accordées par le maire.....	566
§ 2. – Les fermetures d'établissements.....	566
A. – La régularité de l'arrêté de fermeture.....	567
B. – Le caractère exclusif de l'arrêté de fermeture.....	568

§ 3. – La compatibilité du droit français avec le droit communautaire.....	569
A. – Le repos dominical.....	569
B. – La fermeture des commerces le dimanche.....	570
Section 3 : MISE EN ŒUVRE DES SANCTIONS.....	570
§ 1. – Le <i>quantum</i> des sanctions.....	570
A. – Durée du travail.....	570
B. – Repos et congés.....	572
C. – Calcul des peines d'amende.....	572
1° Multiplication par le nombre de salariés illégalement employés.....	572
2° Cumul d'infractions.....	573
§ 2. – L'action exercée par les syndicats.....	573
Chapitre 3 : LE SALAIRE.....	575
Section 1 : NON-RESPECT DES <i>MINIMA</i> SALARIAUX.....	575
§ 1. – SMIC.....	576
§ 2. – La rémunération mensuelle minimale.....	578
§ 3. – Non-respect des <i>minima</i> conventionnels.....	579
Section 2 : PAIEMENT DU SALAIRE ET DE SES ACCESSOIRES.....	580
Section 3 : RÉPRESSION.....	582
§ 1. – Personnes responsables.....	582
§ 2. – Multiplication des amendes par le nombre de salariés concernés.....	582
§ 3. – Récidive.....	583
Chapitre 4 : LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	585
Section 1 : LES INFRACTIONS IMPUTABLES AUX DISPENSATEURS DE FORMATION.....	585
Section 2 : LES INFRACTIONS IMPUTABLES AUX EMPLOYEURS.....	587
Chapitre 5 : RUPTURE DE LA RELATION INDIVIDUELLE DU TRAVAIL.....	589
Section 1 : LES INFRACTIONS RELATIVES AU LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE.....	589
Section 2 : AUTRES INFRACTIONS.....	592
Index alphabétique.....	593